

La méritocratie néolibérale contre l'égalité sociale? Analyse d'un dispositif de développement destiné aux étudiants libanais

Maissam Nimer

Abstract

Le but de ce papier est d'éclairer les logiques de globalisation que l'on observe sur le terrain dans le champ du développement dans le secteur de l'éducation à travers l'examen d'un dispositif de bourse financé par une agence internationale de développement. On montrera qu'il s'agit d'un dispositif qui a pour but affiché de lutter contre les inégalités, mais en réalité ne parvient qu'à une fraction minime d'étudiants et ne contribue pas à l'essentiel de la promotion scolaire et intellectuelle des classes populaires qui passe par l'institution d'enseignement public. Tout en offrant une opportunité à des étudiants défavorisés ayant de bons résultats académiques d'avoir de meilleures chances de réussite, ce dispositif servirait les intérêts de globalisation et de néolibéralisme

Keywords: International Development, Higher education, Leadership, Scholarships, Neo-liberalism, globalization

To cite this paper: Maissam Nimer, "La méritocratie néolibérale contre l'égalité sociale? Analyse d'un dispositif de développement destiné aux étudiants libanais ", Civil Society Knowledge Center, Lebanon Support, August, 2014 . DOI: [10.28943/CSR.001.005](https://doi.org/10.28943/CSR.001.005).

[ONLINE]: <https://civilsociety-centre.org/paper/la-meritocratie-neoliberalere-contre-egalite-sociale>

Introduction

Le but de ce papier est d'examiner un dispositif de bourses financé par une agence internationale de développement¹ et se propose d'analyser les logiques globales et néolibérales mises en œuvre sur le terrain. Si le but affiché par ce dispositif est de lutter contre les inégalités en offrant un accès à une université privée d'élite à des étudiants défavorisés, en réalité, il épouse et conforte des logiques de globalisation en mettant en place des contraintes de productivité des pays en voie de développement et l'aspect d'économisation du domaine de l'enseignement². Derrière ces registres égalitaires et redistributifs, ce dispositif contribue à la propagation des discours de légitimation des normes et des valeurs du néolibéralisme.

1. Le « développement » vu à travers un dispositif de bourses

Dans son appel d'offre visé aux établissements supérieurs qui suivent le mode d'enseignement anglo-saxon, l'agence internationale de développement annonce un financement destiné à la mise en place d'un dispositif de bourses. Celui-ci est destiné à des étudiants méritants et défavorisés socialement,

issus d'écoles publiques de différentes régions urbaines et rurales du Liban, leur permettant d'acquérir une formation dans un établissement généralement perçu comme étant de « bonne qualité ». Sans de tels dispositifs, la fréquentation d'un établissement privé d'élite leur serait inaccessible, puisque les frais d'inscription constituent un enjeu fondamental dans les choix de formation des jeunes libanais, et contribuent à perpétuer une inégalité des chances d'accès à l'université. Nous nous proposons donc dans ce papier d'examiner ce dispositif mise en place dans le cadre d'une institution privée qui fonctionne selon le modèle anglo-saxon d'études supérieures, et où l'enseignement est délivré en anglais. Sous l'égide de l'agence de développement, elle offre, depuis 2010, des bourses d'études à environ 100 lauréats par an. Ceux-ci reçoivent une bourse censée couvrir leurs frais d'inscription pour la durée de leurs études universitaires jusqu'à la licence, ainsi que les frais de résidence et d'achat des livres. Dans cette logique, les boursiers sont encouragés à développer leurs « compétences de leader » en s'impliquant notamment dans la vie associative étudiante. Ils reçoivent une formation continue pour améliorer ces compétences de « leadership », à travers des ateliers organisés par des organisations ou associations de la société civile et des séances de discussion mensuelles avec des leaders nationaux.

Le recrutement et la sélection des « bons » candidats

Une campagne de recrutement est d'abord lancée afin d'attirer des candidats qualifiés par la diffusion de brochures et d'affiches en langues anglaise et arabe, distribuées dans les 250 écoles publiques secondaires du Liban. Des annonces sont ensuite publiées à plusieurs reprises dans les principaux journaux, ainsi qu'à travers le site Internet Facebook et diffusées sur les chaînes de radio. Les écoles sont en outre visitées ; les ONG et les municipalités diffusent aussi largement l'information.

Les critères de sélection mis en avant par le programme sont : les notes obtenues durant les années scolaires précédentes, les résultats au Baccalauréat, le besoin financier mais aussi les compétences de « leader » évaluées durant l'entretien.

La première étape de sélection se fait sur critères « objectifs » selon le dossier de candidature : les candidats qui remplissent les conditions requises (bonnes moyennes en classes de Seconde et de Première, ainsi qu'un résultat d'au moins 12/20 au Bac, et démontrant un besoin financier selon les fiches de revenus des parents, des dépenses scolaires et universitaires, ainsi que de la situation de résidence), sont retenus. Ceux-ci sont ensuite invités à passer un examen d'anglais pour évaluer leurs compétences linguistiques.

La deuxième étape se fonde sur les résultats de l'examen d'anglais. Les élèves ayant réussi sont convoqués à l'université pour un entretien de 20 minutes qui a pour but d'évaluer principalement leurs compétences de « leadership ». Dans cette perspective de détection de leur aptitude au leadership, l'entretien comprend des questions sur leurs expériences parascolaires précédentes, les rôles et les responsabilités que les candidats ont eues au fil de ces expériences sociales : il s'agit d'évaluer leur potentiel de gérer et de diriger des projets.

A partir des résultats, un comité composé de membres de l'administration sélectionne les boursiers, tout en prenant en compte des critères tels que la diversité géographique et aussi la parité filles/garçons.

Une bourse... sans engagement ?

Parmi les conditions requises pour conserver leur bourse, les étudiants doivent conserver une moyenne de 70/100 au moins tout au long de leurs études, respecter le règlement universitaire, participer dans au moins une association étudiante durant les années académiques, participer aux séminaires et ateliers de travail organisés par l'université pour les boursiers portant sur le thème du leadership, et enfin mettre en place un projet visant à aider à l'amélioration de leur communauté locale ou le pays.

Au cours de leur participation au programme, les boursiers sont supposés s'engager dans des activités parascolaires à travers les associations étudiantes pour développer leur esprit d'initiative et de participation. L'offre d'associations étudiantes disponibles varie d'une université à l'autre. Il est exigé que les boursiers occupent progressivement des positions de responsabilité dans ces associations : secrétaire, trésorier, représentant ou président de l'association entre autres.

A la fin de chaque semestre, les responsables d'associations remplissent une fiche pour évaluer les boursiers, indiquant le niveau de participation, et leur aptitude de « leader » dans l'association en question. Ce processus sert à s'assurer que chaque boursier fait partie d'une association étudiante. De même, il permet de mettre en évidence le développement des compétences de « leader » tout au long de leur parcours en examinant le nombre de postes de responsabilité occupés d'un semestre à l'autre. Les boursiers sont aussi amenés à participer à des discussions mensuelles autour du thème du « leadership », ainsi que dans l'organisation et de la mise en œuvre de projets visant à développer leur communauté locale d'origine ou leur pays. Le financement de ces projets est aussi assuré par l'agence de développement en question.

2. L'enseignement : outil de développement du capital humain

A travers le dispositif de bourses donnant accès à l'enseignement supérieur, l'agence met en avant l'idée d'offrir aux étudiants une meilleure chance d'accès à des opportunités financières et de potentiel dans le marché de travail. En effet, l'une des principales pratiques des organisations internationales consiste à développer le capital humain et l'adapter aux mutations du marché d'emploi et aux progrès technologiques dans le but de croissance économique dans une perspective fonctionnaliste.

Enseignement et croissance économique

Ainsi, ce programme de bourses figure sous un axe intitulé « expansion d'accès à l'enseignement supérieur et développement de la main d'œuvre » mis en avant par l'agence de développement. Selon les arguments affichés, cet axe aurait pour but de promouvoir un niveau d'études plus élevé et améliorer la pertinence et la qualité des programmes afin d'augmenter la productivité d'un pays en voie de développement, le Liban en l'occurrence. Une étude citée (sans référence) dans l'appel d'offre émis par cette agence de développement indique qu'une année supplémentaire à la moyenne

d'éducation au niveau secondaire ou universitaire dans un pays augmente la production nationale de 19%. Dans un contexte globalisé dans lequel l'exigence de compétences de niveau supérieur devient de plus en plus importante, un nombre croissant de jeunes dans le monde en voie de développement risque de se retrouver dépourvu de connaissances adéquates pour participer et contribuer à la croissance économique. L'agence se donne ainsi pour objectif d'aider les pays à développer à atteindre un accès équitable à l'enseignement supérieur et par conséquent une main d'œuvre « compétente ».

Accès facilité aux groupes marginalisés

A travers ce projet de bourses basées sur le mérite et sur le besoin financier, l'agence a pour but affiché d'améliorer le taux d'accès à l'enseignement supérieur aux groupes marginalisés (personnes défavorisées, femmes etc.). De fait, l'un des critères essentiels dans la sélection de candidats a été le besoin financier. Ensuite il s'est agit d'assurer un équilibre entre les régions géographiques, de sorte à ce que les étudiants originaires de régions périphériques aient accès à une meilleure qualité d'éducation. La sélection des boursiers s'est donc faite selon des critères de diversité régionale (ce qui a engendré une diversité confessionnelle).

De même, le critère de genre a été pris en compte, et ceci dans le but de donner aux filles un accès en nombre au moins égal à celui des garçons. D'une manière générale, bien que les effectifs des filles soient plus élevés que celui des garçons dans l'enseignement supérieur au Liban, les parents donnent souvent priorité aux garçons quant à l'accès à une université privée (les filles, notamment celles issues des milieux modestes se dirigeant plus généralement vers l'Université libanaise (UL) gratuite et publique³). Ce choix peut être expliqué par les différences d'attentes et de perception concernant le rôle traditionnels des garçons qui doivent être à mêmes d'assurer la subsistance d'une famille, alors que les filles sont supposées être prises en charge par leurs maris une fois qu'elles sont mariées. Ainsi, si les parents ne peuvent se permettre de payer que les études d'un seul enfant dans l'école privée, ils préfèrent y envoyer généralement leur fils plutôt que leur fille⁴. Vu sous cet angle, ce projet de bourses donne ainsi effectivement accès aux étudiants défavorisés à des universités privées renommées auxquelles ils n'auraient pas pu avoir accès autrement.

3. Promotion d'une rhétorique néolibérale

En réalité, les organisations financées par des pays adoptant un système économique libéral (telles que cette agence de développement en question) contribuent à propager le langage hégémonique de la globalisation, le « gospel du néolibéralisme » selon l'expression de Pierre Bourdieu. La globalisation est présentée comme un « état de fait », une « tendance inévitable », un ordre qui ne se discute pas. Le rôle de ces organisations consiste à promouvoir l'économie de marché, diffuser le libre-échange, en d'autres termes agir tel que les « bras armés » du monde économique dominant qui imposent des politiques de mise en pratique de néolibéralisme et des politiques de déréglementation financière⁵.

Dans cet ordre d'idées, ces organisations contribuent à propager un langage de « développement » axé autour des normes et des valeurs du néolibéralisme, de la valorisation des initiatives personnelles,

de l'individualisme selon un modèle économique libéral. De même, elles favorisent la diffusion de normes promouvant le leadership, l'initiative, le développement du potentiel, etc.[6](#)

Plus particulièrement, dans le cadre de ce programme de bourses, les lauréats vont être conduits, à leur tour, à propager ces normes et ces valeurs néolibérales dans les communautés diverses desquelles ils sont issus.

Si ce dispositif déclare officiellement offrir aux boursiers une opportunité d'accéder à un enseignement supérieur de qualité, le contenu de ce programme, complètement axé autour de l'idée de promotion du « leadership » pose de sérieuses questions d'ordre éthique notamment; en effet, le « leadership » tel qu'il est défini normativement comme une relation d'influence entre leaders et les « autres » dans le but d'effectuer un vrai changement et d'accomplir des objectifs autour d'une vision commune[7](#), voire un système de valeurs et de principes considérés comme « justes » et « bons »[8](#).

De fait ces normes et notions sont en quelque sorte inculquées aux boursiers tout au long du projet : dès la phase de sélection c'est justement ce potentiel de « leadership » qui est recherché lors d'entretiens personnels. Ce potentiel est ensuite renforcé au cours des études universitaires principalement par le biais d'atelier de travaux ciblés. Un des résultats attendus de ce projet est bel et bien l'adoption par tous les acteurs (boursiers, autres étudiants de l'université, institution elle-même) d'un langage du développement et le recours aux notions de leadership. A termes, ces acteurs devraient se transformer en véritables agents de globalisation dans leurs communautés respectives et leur entourage, contribuant à leur tour, à la propagation de ces valeurs et principes.

4. Développement et justice sociale ?

Le concept de « développement » revêt simultanément les registres de la solidarité mondiale et de la justice sociale. Rist compare la croyance aux préceptes du développement aux croyances religieuses et à des pratiques auxquelles on croit indiscutablement sans en avoir eu le choix, malgré l'absence de preuves de succès[9](#). Ainsi, certaines organisations internationales sont créées par les pays riches pour « développer » et lutter contre les inégalités au sein des pays du Sud.

C'est dans cette perspective qu'est pensé et mis en place le dispositif de bourses sur lequel nous nous penchons.

Toutefois, en dépit de sommes faramineuses déboursées par l'agence de développement sur ce projet particulier (aux alentours de 50 millions de dollars partagés entre trois grandes universités privées d'« élite »), les boursiers qui en profitent au final ne constituent qu'une fraction minime des étudiants libanais (aux alentours de 400 lauréats au total).

Ainsi, les dispositifs de bourses de ce type ne contribuent pas à l'essentiel de la promotion scolaire et intellectuelle des classes populaires qui accèdent dans leur grande majorité à l'éducation publique selon un principe de relégation sociale. L'éducation publique accueille 38% des étudiants au Liban, dont les étudiants des écoles « officielles » (terminologie pour désigner les écoles publiques au Liban)

et dont plus de la moitié sont des femmes. Celle-ci, depuis la guerre, n'a pas encore réussi à garantir les conditions pédagogiques et matérielles optimales¹⁰.

Les paradoxes de tels dispositifs appliqués au Liban ne sont pas sans rappeler le débat existant en France sur les mesures visant à favoriser l'accès des lycéens de banlieues aux grandes écoles (notamment Science Po), qui, ne touchant qu'une proportion minime d'étudiants « défavorisés », ne va pas forcément dans le sens de la démocratisation¹¹. Un impact plus durable se ferait à travers des réformes institutionnelles au niveau administratif de l'éducation publique, ainsi qu'une amélioration de ces ressources et l'amélioration de ces programmes.

Conclusion

En définitive, ce projet de « développement » dans le domaine de l'éducation, offre l'accès à l'enseignement supérieur privé de bonne qualité à un nombre très limité d'étudiants issus de groupes défavorisés marginalisés, notamment des individus provenant de régions périphériques ainsi qu'aux femmes. Il fonctionne pourtant selon un modèle qui justifie l'investissement dans l'enseignement à travers la productivité économique, légitimant la propagation de normes et valeurs néolibérales. Etant donné que ce dispositif ne bénéficie qu'à une proportion très minime d'étudiants, une initiative visant réellement un accès durable et de meilleure qualité à toute la population devrait plutôt investir dans l'enseignement public qui connaît au Liban une crise structurelle et qui reste pourtant le lieu de passage obligé de la majorité des étudiants issus de familles défavorisées, pour qui l'université publique renvoie de plus en plus à l'image d'une université de relégation.

Bibliographie:

Suzanne Abourjeili, 2009, « Le Liban », in Boutros Labaki, *Enseignement supérieur et marché du travail dans le monde arabe*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo.

Caroline Abu-Sada, & Benoit Challand, 2012, *Le développement, une affaire d'ONG? Associations, Etats et bailleurs dans le monde arabe*, Paris, Karthala.

Stéphane Beaud, & Bernard Convert, 2010, « «30 % de boursiers» en grande école... et après? » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 183, 4?13.

Pierre Bourdieu, 1998, « L'essence du néolibéralisme », *Monde Diplomatique*.

Richard Daft L. & Patricia Lane G., 2008, *The Leadership Experience*, 5th ed., Mason OH, Cengage Learning, 528 p.

Adnan El Amine, 2004, « Educational Reform: Nine Principles and Five Issues », in Nawaf Salam, *Options for Lebanon*, London-New York, Center for Lebanese Studies.

Mona Khalaf, 1995, « Women and Education in Lebanon », *Al Rawda*, 68, 11-14.

Rapport Mondial sur le Développement Humain, 2005, "Inégalité étudiants (aux alentours de 4ie-ci) 'corriger' les mnctionnememnt. é et développement humain".

Gilbert Rist, 1996, *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de Sciences Po.

Lucie Sauvé, 2007, « L'éducation relative à l'environnement et la globalisation : enjeux curriculaires et pédagogiques », *Éducation relative à l'environnement – Regards, Recherches, Réflexions*, 6, 13-28.

- [1.](#) Ce papier est le fruit d'une enquête menée dans le cadre de la préparation d'une thèse de doctorat. Les noms des institutions concernées ne sont pas divulgués pour préserver la confidentialité, maintenir le lien de confiance entre l'auteur et les organisations et préserver l'intégrité du papier.
- [2.](#) Lucie Sauvé, 2007, « L'éducation relative à l'environnement et la globalisation : enjeux curriculaires et pédagogiques », *Éducation relative à l'environnement – Regards, Recherches, Réflexions*, n° 6, p.13-28.
- [3.](#) Adnan El Amine, 2004, "Educational Reform: Nine Principles and Five Issues", in Nawaf Salam, *Options for Lebanon*, London-New York, Center for Lebanese Studies, p. 209-254.
- [4.](#) Mona Khalaf, 1995, "Women and Education in Lebanon", *Al Rawda*, n° 68, p.11-14.
- [5.](#) Pierre Bourdieu, 1998, « L'essence du néolibéralisme », *Monde Diplomatique*.
- [6.](#) Caroline Abu-Sada, & Benoit Challand, 2012, *Le développement, une affaire d'ONG? Associations, États et bailleurs dans le monde arabe*, Paris, Karthala.
- [7.](#) Richard Daft L. & Patricia Lane G., 2008, *The Leadership Experience*, 5th ed., Mason OH, Cengage Learning, 528 p.
- [8.](#) Caroline Abu-Sada, & Benoit Challand, 2012, déjà cité.
- [9.](#) Gilbert Rist, 1996, *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de Sciences Po.
- [10.](#) Suzanne Abourjeili, 2009, « Le Liban », in Boutros Labaki, *Enseignement supérieur et marché du travail dans le monde arabe*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo.
- [11.](#) Stéphane Beaud, & Bernard Convert, 2010, « « 30 % de boursiers » en grande école... et après? » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 183, 4-13.